

# LE MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Etablissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

MAITIHI 29. - N° 6.

## TE VEA NO TAHITI.

Maiana pié 23 teunare 1880.

**PRIX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):**  
Un an ..... 18 fr.  
Six mois ..... 10 »  
Trois mois ..... 5 »  
Un numéro, 25 centimes.

Par les Administrateurs et les Abonnés, s'adresser  
à l'Imprimerie du Gouvernement.

**PRIX DES ANNONCES (au comptant):**  
Les annonces figurées ..... 1 franc la ligne  
Les autres ..... 25 »  
Les annonces envoyées se paient la moitié de prix de la première insertion.

### SOMMAIRE.

**PARTIE OFFICIELLE.** — Arrêté rendant exécutoires les rôles principaux des contributions et des licences des Marques; — Inauguration des basses des recettes et des dépenses de l'exercice 1880 (dépense et recette). — Décret autorisant la perception d'une indemnité en argent à raison de vivres alloués aux agents et employés civils sur les fonds de budget local. — Ordonnance fixant l'époque des quatre sessions de la haute-cour tahitienne pendant l'année 1880. — Nomination. — Actes administratifs. — Arrêt de la haute-cour tahitienne.

**PARTIE NON OFFICIELLE.** — Personnel de la marine en Europe. — Commerce. — Observations météorologiques.

### PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,  
Vu les articles 41, 42, 43 et 60 de l'arrêté du 10 décembre 1874 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'article 3 de l'arrêté de même date sur les contributions indirectes;  
Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, et le Conseil d'administration entendu,

#### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Est rendu exécutoire le rôle principal des contributions des Iles Marquises pour l'année 1880, s'élevant à la somme de *neuf mille sept cent quarante francs*; savoir :

Contribution personnelle.....	1,800 00
" subsidiaire.....	30 00
" patentes.....	2,900 00
Total.....	9,740 00

Art. 2. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messenger* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie. Papeete, le 15 janvier 1880.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République:  
L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,  
HENRI JAVAK.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu les articles 41, 42, 43 et 60 de l'arrêté du 10 décembre 1874 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'article 3 de l'arrêté de même date sur les contributions indirectes;  
Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, et le Conseil d'administration entendu,

#### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Est rendu exécutoire le rôle principal des licences des Iles Marquises pour l'année 1880, s'élevant à la somme de *trois mille deux cents francs*; savoir :

Contribution des licences.....	3,200 00
--------------------------------	----------

Art. 2. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messenger* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie. Papeete, le 15 janvier 1880.

F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République:  
L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur,  
H. JAVAK.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 26 avril 1813 et l'article 6 du décret du 11 janvier 1862, ainsi que le décret du 20 janvier 1867;

Vu les articles 20 et suivants du décret du 29 septembre 1852;  
Vu les articles 282 et suivants du règlement financier du 11 janvier 1869;

Vu l'arrêté local du 10 décembre 1871 portant règlement sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté de même date sur les contributions indirectes;

Vu l'arrêté en date du 22 décembre 1870 sur les patentes des bâtiments faisant le commerce dans les Iles du Protectorat;

Vu l'arrêté du 20 décembre 1873 réglant la perception des taxes locales pour l'exercice 1874;

L'arrêté du 20 décembre 1871 portant établissement d'un droit de quai à Papeete; Les arrêtés en date des 20 octobre 1871, 26 avril 1872 et 26 janvier 1874 sur le droit d'écluse à Papeete;

Les arrêtés en date des 28 décembre 1871, 12 et 22 janvier 1872 et 10 décembre 1874 sur l'assiette, les règles de perception et le taux du droit d'octroi de mer;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 sur le chargement; Vu l'arrêté en date du 21 janvier 1874 relatif aux chargements de marchandises provenant des Iles Looe; Vu l'arrêté du 20 décembre 1874 relatif au droit aux vivres et autres provisions; Vu l'arrêté du 21 janvier 1874 relatif aux droits sur le wagon et le corps-mort placés à Aha (Taamoua); Vu l'arrêté du 4 octobre 1877 relatif aux formes pour la vente et le débit de l'opium;

Vu l'arrêté du 25 août 1878 relatif au droit de phare;

Vu l'arrêté du 27 septembre 1878 créant un droit de navigation pour les navires commandés par des étrangers;

Vu l'arrêté du 10 décembre 1878 relatif à la perception pour la ville de Papeete; Sur la proposition de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, et le Conseil d'administration entendu,

#### AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. Est fixé comme suit le tarif des taxes locales à percevoir pour le compte du service Local pendant l'année 1880:

#### A.—CONTRIBUTIONS DIRECTES.

§ 1<sup>er</sup>. — Contributions personnelle et mobilière.

1<sup>o</sup> CONTRIBUTIONS PERSONNELLE. (Arrêté du 10 décembre 1874.)

Art. 2. Pour chaque personne assujéti à cet impôt, douze francs.

2<sup>o</sup> CONTRIBUTIONS MOBILIÈRE. (Arrêté du 10 décembre 1874.)

Art. 3. — Deux pour cent de la valeur locative de l'habitation personnelle de chaque contribuable.

Art. 4. Les contribuables sont divisés comme suit :

1 <sup>re</sup> Catégorie.....	1,000 fr. de valeur locative et au-dessus
2 <sup>e</sup> Catégorie.....	1,200 id.
3 <sup>e</sup> Catégorie.....	900 id.
4 <sup>e</sup> Catégorie.....	600 id.
5 <sup>e</sup> Catégorie.....	300 id.

Toute valeur locative inférieure à 300 fr. est exemptée de l'impôt.

2<sup>o</sup> PATENTES CIVILES. Pour la ville de Papeete seulement. (Arrêté du 10 octobre 1878.)

Pour chaque personne assujéti à cet impôt, douze francs.

§ 2. — Contribution des patentes. (Arrêté du 10 décembre 1874.)

Art. 1. La contribution des patentes sera liquidée conformément au tableau ci-après.

CLASSES des patentes.	DÉSIGNATION DES PATENTES.	MONTANT des patentes.
§ 1 <sup>er</sup> — PATENTES DE COMMERCE.		
1 <sup>re</sup> Classe.	Négociants-armateurs, consignataires de navires et/ou de long cours, vendant en gros et au détail, le détail ne s'étendant pas aux liquides (le gros comporte un mois 12 bouteilles); pour toutes les destinations au Protectorat ou à la souveraineté de la France.	1,000
2 <sup>e</sup> Classe.	Négociants vendant en gros et au détail, le détail ne s'étendant pas aux liquides (le gros comporte un mois 12 bouteilles); dans toutes les destinations au Protectorat ou à la souveraineté de la France.	800
3 <sup>e</sup> Classe.	Marchands détaillants, ceux qui vendent en gros et au détail des marchandises achetées seulement à Papeete, à Taiho-hae et à Aha.	150
4 <sup>e</sup> Classe.	Les patrons dans tous les autres districts de Tahiti, Moorea, Marquises, Taamotu et aux Tubai; colporteurs partout (2).	500
§ 2 — PATENTES D'INDUSTRIES ET DE PROFESSIONS DOMESTIQUES.		
	Défenseurs près les tribunaux; restaurateurs, aubergistes, tenanciers de pensions-bourgeoises dans la ville de Papeete, c'est-à-dire qui servent aux pensionnaires que les légations étrangères de la ville ont d'usage de loger aux repas.	600
	Pharmaciens.	100
	Commissaires-préteurs, notaires.	200
	Loueurs de chevaux et voitures, entrepreneurs de transports.	100
	Médecins: Boulangers de Papeete (2), boulangers, charcutiers, pâtisseries, fabricants de boissons gazeuses fermentées et non fermentées, Boulangers (2) des districts de Tahiti, de Taiho-hae (Marquises), de Moorea, des Tuamotu, des Tubai, entrepreneurs, imprimeurs, chefs d'ateliers de toutes professions (professionaux à Papeete, professionnels, services d'habillage à l'événement et sans commande).	250
	Entrepreneurs, chefs d'ateliers de toutes professions dans les districts de Tahiti.	150
		100

(1) Les capitaines de navires, voyageurs ou autres intéressés dans les cargaisons qui naviguent dans les opérations commerciales n'ont à payer d'impôt patentes; (2) Ce droit d'impôt est fixé par l'arrêté du 10 décembre 1871. (3) Ce droit d'impôt est fixé par l'arrêté du 10 décembre 1871. (4) Ce droit d'impôt est fixé par l'arrêté du 10 décembre 1871. (5) Ce droit d'impôt est fixé par l'arrêté du 10 décembre 1871.

#### § 3 — Prestation en nature. (Arrêté du 10 décembre 1874.)

Art. 6. Est fixé à 6 le nombre des journées de prestation à fournir par les colons de Tahiti en 1880 (chaque habitant Papeete excepté).

Le taux de la journée à verser en remplacement est fixé à 2 fr.

Le nombre de journées de prestation à fournir par les indigènes des Iles Nuka-hiva et Upou (Marquises) sera de 10.

Le taux de la journée à verser en remplacement est fixé à 2 fr.

#### B.—CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

Art. 7. Seront perçus pendant l'année 1880, conformément aux

de vignour, la contribution des licences et les droits sui-

Contribution des licences. (Arrêté du 10 décembre 1874.)

DÉSIGNATION DES LICENCES	STATUT des licences
Cabaretiers, cafetiers, restaurateurs et cabaretiers débitant des boissons alcooliques dans la ville de Poitiers.....	4,000
Les mêmes dans les districts de Poitiers, à Moreau, au Faumois, aux Marquises et aux Juhais (1).....	800
Distillateurs.....	600

(1) Les droits en dehors de la ville de Poitiers restent soumis aux dispositions de l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> janvier 1869.

§ 2. — Droits divers.

1<sup>er</sup> Droit d'octroi de mer (arrêté des 28 décembre 1871, 26 janvier 1873, 24 janvier, 18 juillet, 10 décembre 1874 et 15 janvier 1880) : 12 p. 100 sur le prix de facture, plus les frais accessoires, qui sont fixés à 8 p. 100 par décision du 15 janvier 1880. Les alcools payant en sus 0 fr. 75 c. par litre.

2<sup>o</sup> Droits d'entrepôt (arrêtés des 24 janvier et 30 mai 1874) : Entrepôt réel. 0 fr. 10 c. par tonneau d'embarquement et par jour. 1/2 p. 100 est salé.

Entrepôt fictif. 1/2 p. 100 sur le tonnage. Entrepôt à l'arrivage de l'arsenal de marchandises étrangères. 0 fr. 03 par tonneau d'embarquement et par jour pendant les 30 premiers jours. 0 fr. 025 à partir du 31<sup>er</sup> jour et pendant toute la durée du dépôt.

3<sup>o</sup> Droits de pilotage, de quai, de phare, etc.

Pilotage. (Arrêtés des 13 décembre 1862, 29 décembre 1864 et 28 janvier 1870.) 1. Bâtimens de commerce, par fraction de 10 tonneaux : Les 100 premiers tonneaux..... 4 00 Les 200 suivants..... 3 50 Les 300 suivants..... 3 00 Les 400 autres tonneaux et au-dessus 1 50

Les navires de toute nationalité au-dessus de 34 tonneaux sont exemptés de tous frais de pilotage.

2. Bâtimens de guerre étranger : Pour un vaisseau..... 520 00 Pour une frégate..... 280 00 Pour une corvette..... 150 00 Pour un bâtiment de rang inférieur..... 75 00 3. Pour tout mouvement de port avec l'aide du pilote, 30 fr. Les bâtimens de la marine nationale sont exonérés de tout droit de pilotage.

Quais. (Arrêté du 3 octobre 1874.)

Pour les navires au-dessus de 100 tonneaux, 0 fr. 10 c. par jour et par tonneau. Pour les navires jaugeant 100 tonneaux et plus, 10 fr. par jour.

Pour chaque mètre carré de surface de quai occupé par des marchandises diverses depuis 4 jours, 0 fr. 10 c. par jour.

Droit de phare. Pour le port de Poitiers seulement. (Arrêté du 23 août 1878.) 0 fr. 25 c. par tonneau de jauge et par voyage.

Avec faculté pour les navires français ou du Protectorat navigant au petit cabotage de payer le droit de se abonner en payant 1 fr. par tonneau de jauge et par an. Exemption pour les navires catalans en relache forcée.

Droit de navigation. (Arrêté du 27 septembre 1878.) 500 fr. par an, pour chaque ancre du Protectorat armé au long-cour, au grand et au petit cabotage, commandé par un étranger.

Droit d'amarrage au corps-mort d'Anas, Tauxes. (Arrêté du 21 janvier 1874.) 0 fr. 10 c. par tonneau et par jour pour les bâtimens au-dessus de 50 tonneaux. 5 fr. 00 par jour pour ceux d'un tonnage supérieur.

Droit d'usage du wagon plomb sur le wharf d'Anas. (Arrêté du 21 janvier 1874.) 5 fr. 00 par jour.

4<sup>o</sup> Droit de chargement sur les unités de toutes provenances (arrêtés des 24 janvier et 30 décembre 1874) : Ce droit est fixé à 40 fr. le tonneau. Les chargemens à destination de la France et effectués sous pavillon français sont exonérés de ce droit.

5<sup>o</sup> Droits d'enregistrement (arrêté du 15 novembre 1873) : (En raison de leur multiplicité, ces droits ne peuvent être détaillés ici.)

6<sup>o</sup> Droits de greffe (article 6 de l'arrêté du 23 mars 1869, arrêtés des 10 juin 1870 et 24 mai 1874) : Tarifs de Paris pour les affaires de la compétence des tribunaux de paix et de simple police. Tarifs de Paris augmentés de moitié pour les affaires soumises aux autres juridictions (article 6 de l'arrêté de 1869). (En raison de leur multiplicité, ces droits ne peuvent être détaillés ici.) 2 fr. 50 par acte sur les doubles minutes des jugemens et arrêts envoyés au dépôt des archives coloniales à Paris.

7<sup>o</sup> Taxes des lettres (arrêté local du 30 janvier 1876 et décrets des 4 et 13 mai 1876 et 16 avril 1878.) (Même observation que ci-dessus.)

8<sup>o</sup> Droits de délivrance des actes de nationalité et de congés des bâtimens attachés à la colonie (arrêté du 21 janvier 1874) :

Actes de nationalité.	
Navires au-dessus de 100 tonneaux.....	9 000
de 100 et au-dessous de 200 tonneaux.....	18 000
de 200 et au-dessous de 300 tonneaux.....	21 000
Pour chaque 100 tonneaux au-dessus de 300.....	6 000

Congés. 6 000

9<sup>o</sup> Taxes sur les chiens (arrêtés des 30 décembre 1868 et 2 septembre 1874) : 5 fr. 00 par tête. 0 fr. 50 par plaque perdue dans la même année.

10<sup>o</sup> Frais d'arrestation et droit de fourrière (arrêtés des 6 novembre 1850, 18 novembre 1861, 1<sup>er</sup> janvier et 29 décembre 1866, 10 juillet 1867, 28 décembre 1868 et 2 décembre 1876) : 10 fr. 00 frais d'arrestation des hommes ivres ; 3 fr. 00 frais d'arrestation des femmes ivres ; 10 fr. 00 par animal mis en fourrière.

11<sup>o</sup> Droits sur les permis de séjour et les vias (arrêtés des 14 août 1862, 31 décembre 1867, 13 novembre 1871, 10 mai 1872 1<sup>er</sup> octobre 1874 et 2 décembre 1876) : 3 fr. 00 par permis de séjour. 0 fr. 50 par visa.

12<sup>o</sup> Droits hypothécaires (arrêté du 15 novembre 1873) : 1 fr. 50 p. 100 sur la valeur des mutations, pour chaque acte susceptible d'être transcrit en forme authentique ou sous-seing privé. 0 fr. 60 p. 1,000 sur le montant des créances :

- Pour chaque inscription, excepté celle d'office, laquelle ne donne lieu à aucune perception au profit du trésor ;
- Pour chaque renouvellement d'inscription, même de celle d'office, faite dans le lot d'éviter la prescription ou de rectifier des erreurs imputées des parties.
- 2 fr. 00 de droit fixe pour toutes autres formalités hypothécaires.
- 2 fr. 00 de droit fixe de transcription perp. en sus du droit de mutation.

13<sup>o</sup> Droit d'étal (arrêtés des 30 octobre 1871, 26 avril 1872, 26 janvier 1874 et décret du 14 juillet 1874) : 0 fr. 50 par mètre carré et par jour.

14<sup>o</sup> Perce de l'opium (arrêté du 4 octobre 1877).

15<sup>o</sup> Permis de circulation des liquides (arrêté du 4 mars 1874).

Art. 8. Les chefs des services de l'enregistrement et des contributions sont chargés de la liquidation et du recouvrement des produits résultant des taxes ci-dessus désignées, tant directes qu'indirectes, venant à la colonie. Art. 9. Toutes les contributions directes ou indirectes annuelles qui elles-ci sont spécifiées, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonnent, contre les employés qui collecteraient ces rôles et tarifs et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable.

Art. 10. Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont et demeurent abrogées.

Art. 11. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré partout où besoin sera, publié au Messager et inséré au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 15 janvier 1880. Signé : F. PLANCHÉ.

Par le Commandant Commissaire de la République : L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, Signé : HENRI JOVAN.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société. Vu les articles 33, 38 et 43 du décret financier du 26 septembre 1855 et les articles 383 et 384 du règlement du 14 janvier 1869 ; Sur le rapport de l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur ; Le Conseil d'administration entendu.

AVOIRS ARRÊTÉS ET ANNULÉS :

Art. 1<sup>er</sup>. Le budget des recettes et des dépenses locales de l'Exercice 1880 est rendu exécutoire, conformément aux tableaux A et B ci-annexés, tel qu'il a été arrêté en Conseil d'administration dans la séance de ce jour, savoir :

Recettes prévues.....	890,520 fr.
Dépenses prévues.....	890,520
Différence.....	0

Art. 2. Des crédits sont ouverts à l'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur pour les dépenses de cet Exercice jusqu'à la somme de huit cent quatre-vingt-dix mille cinq cent vingt francs, savoir :

Dépenses ordinaires.....	Chapitre 1 <sup>er</sup> . — Personnel.....	382,500 fr.
	Chapitre II. — Matériel.....	450,020
Dépenses extraordinaires.....	Chapitre unique.....	10,000
		890,520 fr.

Art. 3. L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au Messager et inséré au Bulletin officiel des Etablissements.

Papeete, le 15 janvier 1880. F. PLANCHÉ.

Par le Commandant Commissaire de la République : L'Ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, HENRI JOVAN.

TABLEAU A (extrait).  
Recettes du Service local pour l'Exercice 1880.

NATURE DES RECETTES.		MONTANT par Article.
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>		
Contributions directes.		
Impôt de prestation verbale.....	6,000	
Besoin à recouvrer des exercices antérieurs.....	12,000	
Impôt personnel et mobilier.....	37,000	
Patentes fixes.....	37,000	
Prestation de roues.....	10,000	
		116,000
Contributions indirectes.		
Licences.....	58,000	
Boites postales sans vignettes.....		
Droits de passage de chevaux, de quads, de char, etc.....	37,000	
Produit de l'octroi de mer.....	315,000	
Mines.....	10,000	
		415,000
Produits divers et recettes extraordinaires.		
Droits d'encampement, greffe, hypothèques et produits divers.....	47,300	
Droits, produits de ventes judiciaires consenties et location d'immeubles.....	11,700	
Frais de justice et de procédure.....		
Produit de la sale de l'usage et des appareils de Forcée.....	18,000	
Produit de l'impôt de.....	2,400	
Produit du droit de.....	2,000	
Produit de la vente des lettres.....	4,400	
Produit de forçures et taxe sur les chiens.....	5,000	
Bonifiés relatifs aux permis de.....	1,500	
Receites à différents titres.....	4,000	
Salvations météorologiques.....	110,200	
Subvention municipale.....		
Produit du service postal qui était fait par un locataire de l'Etat.....	30,000	
Produit du droit d'usage.....	5,500	
Produit de ventes de marchandises (contraindre).....		
Bons aux rejets par l'octroi de mer.....	10,000	
Produit de la vente d'.....	45,000	
		310,500
<b>RECETTES D'ORDRE</b>		
Frais de parole et de conservation des vendes disposés par les particuliers-etc.....	10,000	
<b>RECETTES EXTRAORDINAIRES.</b>		
Prélèvement sur la caisse de réserve.....		
<b>Total général des recettes.....</b>		<b>800,500</b>

Approuvé à la somme de huit cent quatre-vingt-dix mille cinq cent vingt francs.  
Fait le 22 novembre 1879.  
L'Ordonnateur J. F. Directeur de l'Intérieur.  
Signé : HENRI JONAS.  
Approuvé pour être annexé à notre arrêté-dece jour.  
Fait le 3 janvier 1880.  
Le Commissaire Général de la République.  
Signé : F. FLANGHE.

TABLEAU B (extrait).  
Dépenses du Service local pour l'Exercice 1880.

N° des Articles.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
<b>DÉPENSES ORDINAIRES</b>		
<b>CHAPITRE I<sup>er</sup> - PERSONNEL.</b>		
<b>Article 1<sup>er</sup> - Solde et accessoires.</b>		
1	Gouvernement, Administration et Direction de l'Intérieur.....	18,280
2	Régions fixes de la Société des Chefs des Marais.....	24,000
3	Bénéfices.....	11,100
4	Encampement.....	25,500
5	Contributions et postes.....	32,500
6	Instruction publique.....	46,500
7	Paix et équilibre et Cadastre.....	37,500
8	Impénalité et reliefs.....	18,400
9	Police.....	21,000
10	Pompes.....	15,000
11	Justice.....	5,500
12	Matériel.....	16,200
13	Divers agents.....	3,500
	Dépenses accessoires.....	3,500
		283,000
A déduire le sol pour le produit présumé des redevances d'hospice et les incomplets.....		
		7,215
<b>Total de l'article 1<sup>er</sup> (somme totale).....</b>		<b>290,215</b>
<b>Article 2. - Atelier de discipline, prisons et emplacements.</b>		
	Supplément à l'office chargé de l'administration de la prison.....	1,000
	1 atelier.....	1,800
	Supplément au concierge chargé de la discipline.....	300
	1 pecti-défilé.....	1,300
	Tratement des détenus: la moyenne des détenus est de 10 par jour à Paris, le qui donne pour l'exercice 21,300 journées. Dont le sol est de 3,000 jours, à 5 fr.....	5,100
	8 détenus dans le prison de Bagnole, devant pour l'exercice 21,300 journées; à 4 fr.....	85,200
	10 détenus dans les prisons de Lyppe et de.....	16,577
	10 détenus dans le prison de Bagnole, devant pour l'exercice 21,300 journées; à 2 fr.....	42,600
	15 détenus dans les prisons de Tarnov, Bonnaux et Tain-hac, devant pour l'exercice 5,100 journées, à 6 fr.....	31,710
	Matériel et entretien de la prison de Lyppe et de.....	2,000
	Aliments et des motifs surveillances.....	3,700
	Solde de 7 mois surveillances.....	
	A déduire: Journées de travail de 30 détenus, devant pour 300 jours 15,000 journées de travail, dont le 1/3 pour constituer un fonds de pénalité, soit 5,000 journées, à 2 fr.....	10,000
		21,817
<b>Total de l'article 2.....</b>		<b>41,927</b>

TABLEAU B (extrait) - Suite

N° des Articles.	NATURE DES DÉPENSES.	CRÉDITS ALLOUÉS.
<b>Article 3. - Hôpitaux.</b>		
	23 Officiers en traitement comme tels, devant pour l'exercice 8,118 journées, dont le sol est de 210 journées, à 14 fr. 70.....	3,687
	500 Soins-chirurgiens et infirmes en traitement comme tels, devant pour l'exercice 1,038 journées, dont le sol est de 552 journées, à 10 fr.....	9,319
	2 Ets d'ouvriers, soit 1,500 journées, à 4 fr.....	7,110
	Frais de spectacle, 10 à 8 fr.....	300
<b>REVENUES.</b>		
	10 Lits, donnant 3,000 journées, à 4 fr.....	12,000
		28,716
<b>Total de l'article 3 (somme totale).....</b>		<b>35,140</b>
<b>Article 4. - Vignes.</b>		
	57 Régisseurs vignes, recevant une indemnité annuelle de 300 fr. en remplacement de la solde et accessoires.....	26,500
	51 Régisseurs vignes, recevant une indemnité annuelle de 300 fr. en remplacement de la solde et accessoires.....	7,500
	Supplément à l'indemnité de jet de l'usage de la solde en remplacement de la solde de travail engagés, à raison de 20 fr. par mois pour chacun.....	1,410
	Indemnités à déduire exceptionnellement sur ordre du Commissaire Général de la République.....	3,100
	Solde d'un boulanger à Tain-hac.....	720
	Frais relatifs à l'entretien des troupeaux locaux aux vignes.....	1,400
	Indemnités à deux cultivateurs chargés de l'entretien local à Tarnov.....	118
	Distributions d'indemnités de vignes à Baire sur ordres des Résidents (Tarnov et Marquand), à 340 fr.....	700
	Amélioration de la solde de 3 agents des vignes, payés au compte du service Colonie.....	600
	Supplément à l'agent chargé des vignes à Tain-hac.....	300
		44,840
<b>Total de l'article 4.....</b>		<b>41,530</b>
<b>Article 5. - Dépenses des Exercices clos.</b>		
<b>Reconstitution du chapitre 1<sup>er</sup> - Personnel.</b>		
<b>Article 1<sup>er</sup> - Solde et accessoires.....</b>		
	1. - Actes et documents.....	381,780
	2. - Actes et documents, grossis et imprimés.....	21,072
	3. - Hôpitaux.....	25,150
	4. - Vignes.....	41,530
	5. - Dépenses d'Exercices clos.....	10,000
		381,487
<b>Total du chapitre 1<sup>er</sup> - Personnel (somme totale).....</b>		<b>382,000</b>
<b>CHAPITRE II. - MATÉRIEL.</b>		
<b>Article 1<sup>er</sup> - Dépenses diverses.</b>		
	Service postal (transport du courrier) et frais de correspondance.....	107,596
	Frais de perception de l'impôt.....	25,000
	Mobilier et autres dépenses des tréasuries et des bureaux de l'Administration.....	3,000
	Mobilier et autres dépenses des tréasuries des communes.....	1,500
	Matériel de l'enseignement.....	700
	Entretien et fournitures diverses à l'usage du Gouvernement.....	3,000
	Salaires des préposés employés à l'usage du Gouvernement.....	615
	Indemnité à l'Ordonnateur J. F. de Directeur de l'Intérieur et au Chef du service judiciaire pour leur frais d'usage de jet de, de prestations, d'éclairage et fournitures diverses aux lieux.....	0,000
	Matériel pour l'enseignement.....	3,000
	Indemnité pour logement des instituteurs-adjoints, indemnité pour la conservation des archives, secrétaire archiviste.....	300
	Frais de bureau ou secrétaire archiviste.....	500
	à l'office d'enseignement du Gouvernement.....	300
	au chef de poste de Tarnov.....	100
	pour les écoles de l'Intérieur.....	2,400
	J. F. de Directeur de l'Intérieur.....	12,291
	Loyers et accessoires.....	
	Allocations aux pauvres et autres périodiques, articles de livres pour la bibliothèque de la ville et des divers services.....	1,500
	Salvations à l'usage des agents.....	1,500
	Salvations primaires de la baraque.....	3,800
	Indemnité à la famille locale et frais d'entretien.....	5,500
	Indemnité au chef de la famille.....	600
	Indemnité de bureau sans position.....	500
	Frais relatifs aux bureaux scolaires.....	1,000
	Allocation pour placement annuel d'un enfant aux parents d'Adax.....	720
	Not. valeurs et dégrèvements.....	1,000
	Secours.....	1,100
	Frais de justice et de procédure.....	3,500
	Assurance à la caisse de mer pour l'usage des Exercices.....	600
	Encampement à l'agriculture, à l'industrie et frais pour l'enseignement aux communes.....	25,000
	Prélèvement sur l'usage de mer pour l'usage des communes de service indigènes.....	23,208
	Dépenses pour la fête locale.....	5,000
	Dépenses de l'atelier de service local.....	1,200
	Dépenses diverses.....	7,000
		319,036
<b>Total de l'article 1<sup>er</sup> (somme totale).....</b>		<b>350,000</b>
<b>Article 2. - Travaux et approvisionnement.</b>		
<b>TRAVAUX EN DÉPENSE.</b>		
	Ponts et Chaussées.....	183,292
	Arrière.....	39,657
<b>Total de l'article 2.....</b>		<b>222,949</b>
<b>Article 3.</b>		
	Frais de dépenses mis à la disposition de M. le Commissaire Général de la République et dont il a été distribué.....	4,000
	Fonds mis à la disposition du commissaire de la division locale pour être distribués aux chefs des lies sur soumission de l'Intérieur.....	1,000
<b>Total de l'article 3.....</b>		<b>5,000</b>

TABLEAU B (extrait) - Suite.

NATURE DES DÉPENSES.		CREDITS ALLOUÉS.
Art. 1. - Dépenses des Exercices clos.....		Indéterminé.
Art. 2. - Dépenses d'ordre:		
Frais de dépôt et de garde des papiers des particuliers.....		mémoire.
RÉCAPITULATION DU CHAPITRE 2. - Matériel.		
Article 1 <sup>er</sup> .	Dépenses diverses.....	250,000 +
2.	Travaux et approvisionnement.....	541,950 40
3.	Frais de dépenses diverses.....	5,000 +
4.	Dépenses des Exercices clos.....	annulées.
5.	Dépenses d'ordre.....	annulées.
	Total.....	597,500 40.
Total du chapitre 2. - Matériel (somme totale).....		598,020 +
<b>DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.</b>		
CHAPITRE UNIQUE.		
Reconstruction de la résidence des Tuamotu, construction des bureaux et magasins.....		
		10,000 +
<b>RÉCAPITULATION GÉNÉRALE.</b>		
Dépenses ordinaires.....	Chapitre 1 <sup>er</sup> - Personnel.....	382,500 +
	2. - Matériel.....	690,020 +
Dépenses extraordinaires.....	Chapitre unique.....	10,000 +
	Total.....	1,082,520 +

Arrêté à la somme de huit cent quatre-vingt-dix mille cinq cent vingt francs.

Papeete, le 25 novembre 1879. L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur, Signé : HENRI JOUAT. Approuvé pour être annexé à notre arrêté de ce jour. Papeete, le 3 janvier 1880. Le Commandant Commissaire de la République, Signé : F. PLANCHE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, Vu l'arrêté du 16 mars 1861 fixant la ration supplémentaire allouée aux troupes de toutes armes; Vu les décisions des 19 mars 1867 et 23 janvier 1874 allouant la ration déterminée par ledit arrêté aux fonctionnaires et employés civils dans la solde, dégage des suppléments, est inférieure à 4,000 francs; Sur la proposition de l'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur; Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1<sup>er</sup>. A compter du 1<sup>er</sup> février 1880, les rationnaires du service Local auront la faculté d'opter entre la ration de vivres qui leur est servie par les subsistances, conformément aux dispositions des actes sus-visés, et une indemnité représentative de ladite ration, fixée à cinq cents francs pour les fonctionnaires et employés européens ou servant au titre européen, et à trois cent soixante francs pour les agents indigènes.

Art. 2. L'option pour l'un ou l'autre mode de perception, une fois déclarée, aura son effet pour la durée entière d'un trimestre partant du 1<sup>er</sup> du mois qui suivra la déclaration qui devra être faite par lettre à l'Ordonnateur.

Art. 3. L'indemnité représentative de la ration sera payée mensuellement sur liquidation des subsistances et imputée sur les fonds du chapitre 1<sup>er</sup>, article 3 : Vires du budget local.

Art. 4. L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, enregistré, publié et inséré partout où besoin sera.

Papeete, le 16 janvier 1880. F. PLANCHE.

Par le Commandant Commissaire de la République: L'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur, HENRI JOUAT.

Nous, POMARE V, Roi des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire de la République,

O VAU, POMARE V, te Avii no te mau, fono Taloalea e te ou mau, o te Tomana te Avava o te Repupirita,

ORDONNONS : TE PAHEA NEI :

La haute-cour taïtienne tiendra ses quatre sessions de l'année 1880, les lundis 15 mars, mardi 15 juin, lundi 16 août et mercredi 15 décembre prochains. La présente ordonnance sera publiée, insérée, communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

E rave te hana-rara rahi lahiti i tona ra tu putupu rana e maha no te matahiti 1880 noze, te noime te 15 mai, maha piti te 15 tiana, monire te 16 aiate, e te mahana toa te 15 titehira i mau nei. E poro hia teieni faue rana maha, e nocei hia, e faaite hia o te tomite hia i te mau vahai atoa e au ra.

Papeete, le 12 janvier 1880. F. PLANCHE. Papeete, le 19 novembre 1880. POMARE V.

Par décret de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 19 janvier 1880, le sieur Virihou-a Mandest nommé sergent-major de la police indigène, à compter du 16 janvier 1880.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 20 janvier 1880, l'indigène Puaia a liri est nommé caporal-mutai du district de Tiaru, en remplacement de Tanea, qui cesse ses fonctions pour cause de santé. Cette nomination comptera du 1<sup>er</sup> février.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 31 janvier 1880, l'indigène Fainaitipigaha a Ote a été nommé instituteur du district de Vairao, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1879, en remplacement de Puta, démissionnaire.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

Instruction publique.

Le Conseil de l'instruction publique porte à la connaissance de la population de l'île que l'Administration dispose de trois bourses dans les écoles du Gouvernement, savoir: 1 à l'école des frères; 2 à l'école des sœurs.

Il prie les personnes qui se présenteront dans l'intention de solliciter cette faveur pour leurs enfants de vouloir bien adresser une demande à l'Ordonnateur f. f. de Directeur de l'Intérieur avant le 2 février prochain.

Service des Travaux et Approvisionnements.

Le public est prévenu que le lundi 16 février prochain, à deux heures de relevée, il sera procédé dans le cabinet de l'Ordonnateur à l'adjudication, sur soumissions cachetées, pour l'entreprise pendant deux ans du blanchissage des effets de literie de la troupe, du linge de l'hôpital militaire et maritime de Papeete et des bâtiments de la flotte en station ou de passage à Tahiti.

Les offres devront être remises en séance à l'Ordonnateur. Il pourra être pris connaissance des clauses et conditions du cahier des charges relatif à cette entreprise au bureau du commissaire aux travaux et approvisionnements à Papeete.

DIRECTION DES AFFAIRES INDIGÈNES

A partir du 1<sup>er</sup> avril 1880, tout chien non muni d'un plaque d'impôt sera mis en fourrière. Tout chien qui, à cette date, n'aura pas été déclaré, sera soumis à une taxe triple, conformément aux prescriptions de l'article 3 de l'arrêté du 28 janvier 1879.

Les déclarations et la délivrance des plaques se font au secrétariat de la direction des Affaires indigènes pour Papeete et le district de Pare. Dans les autres districts de Tahiti et Moorea, les mêmes déclarations doivent être faites aux caporaux mutai, qui sont chargés de délivrer les plaques. 4-2

[Voir Séances, pp. 17 et 18.]



